



Déclaration liminaire - CHSCT MEN du 3 décembre 2021
Intervention d'Élisabeth Allain-Moreno pour l'UNSA Éducation

Mesdames, Messieurs,

C'est à nouveau dans un contexte de crise sanitaire très incertain que vont se dérouler nos travaux du CHSCT, mais surtout que tous les personnels de l'Éducation nationale continuent d'exercer, exposant chaque jour d'avantage leur santé physique et psychologique, consommant toujours plus leur crédit d'énergie et de courage sans avoir le temps de le recharger. Cela dans un seul et même objectif : faire tourner le moteur de l'École et éviter toute panne au service public d'Éducation parce que pour chaque élève c'est un droit, c'est la clé de son entrée dans une vie la plus réussie possible.

Paradoxalement, notre employeur ne se limite pas à méconnaître le métier pour passer des consignes toujours aussi irréalistes, inopérationnelles, il dicte des règles sanitaires allant totalement à l'encontre d'une protection contre le virus, à l'encontre d'un climat apaisé propice à rester unis face à la crise, à l'encontre de conditions d'enseignement et d'apprentissage favorables et, de façon tout aussi grave, à l'encontre de l'avis général et unanime.

En effet, alors que le pays connaît une 5^{ème} vague de covid et qu'un nouveau variant inquiète au plus haut point, l'UNSA Education juge la nouvelle stratégie sanitaire à l'École incompréhensible, impossible et inacceptable.

Spécifiquement à l'école primaire, la substitution de la règle de la fermeture de classe durant 7 jours, dès un cas positif, par celle du dépistage de tous les élèves de la classe concernée est incompréhensible en matière de stratégie de lutte contre la propagation du virus.

Compte tenu du délai d'incubation, la fiabilité d'un retour des élèves réellement « négatifs » se trouve réduite par cette nouvelle règle.

Quant aux modalités de mise en œuvre de cette suspension de classe suivie d'un retour à l'école au fil de l'eau et au gré des résultats des tests, elles relèvent tout simplement de l'impossible.

- Impossible pour des directrices et directeurs qui voient une nouvelle fois leurs missions au sein du protocole sanitaire s'alourdir, sans parler de la surenchère avec l'enquête sur les capteurs de CO2. On ne le dira jamais assez ! Bon nombre de directrices et directeurs sont en charge de classe au-delà de leurs missions de direction et cumulent déjà trop de tâches au quotidien.
- Impossible pour les enseignantes et enseignants qui se voient confier une double mission : celle d'assurer leur enseignement en présentiel pour les élèves de retour en classe car « négatifs » et celle d'assurer un enseignement en distanciel pour les élèves encore isolés car en attente de résultat ou « non testés ».

De façon plus générale, si l'UNSA Education reste favorable à un meilleur dépistage des élèves et a accueilli favorablement la mise à disposition d'autotests pour les élèves de 6^{ème} plus exposés que leurs aînés majoritairement vaccinés, un grand nombre de réalités restent toujours ignoré pour permettre au système de fonctionner de façon moins dégradée ; comme si nous découvriions, pourtant quasi deux ans après son installation, le contexte de crise.

Absence de consignes quant à la tenue des réunions en présentiel, pourtant nombreuses en fin de trimestre, absence de prise en compte des remplacements à effectuer dans la gestion des priorités notamment entre personnels absents et formations programmées, absence de consigne pour permettre à tout personnel de l'éducation nationale d'être prioritaire pour la 3^{ème} injection, absence de consignes en matière de télétravail, accompagnement et aménagement non convaincants voire absents des missions des personnels soumis à obligation vaccinale et non vaccinés, .. et la liste est encore longue.

Il en résulte des adaptations très disparates, des initiatives pour sortir des impasses :

- ici consigne de la hiérarchie pour ne pas effectuer l'impossible présentiel/distanciel, là pression zélée sur les collègues pour le mettre en œuvre coûte que coûte
- ici annulation de formations pourtant attendues et hors temps scolaire et là priorisation du remplacement sur des formations en temps scolaire au détriment du remplacement des personnels malades

- ici fermeture de classe au bout d'un cas positif tant les laboratoires ne suivent pas le rythme pour tester tous les élèves, là autorité démesurée pour maintenir l'accueil avec plus de 3 cas par classe, ...

Là aussi la liste est longue, preuve que les consignes sont intenables lorsqu'elles existent ou créent du trouble lorsqu'elles font défaut.

Un point sur la situation sanitaire est prévu ce jour, nous comptons obtenir les réponses à toutes ces interrogations.

Quoi qu'il en soit, pour l'UNSA Education, une telle réorientation stratégique dessert à la fois la lutte contre l'épidémie et dégrade toujours plus les conditions d'exercice des personnels et celles d'apprentissage des élèves. Jusqu'à présent, l'ensemble de la communauté éducative a réussi à rester unie au bénéfice des élèves malgré un contexte inédit par ses difficultés multiples. Une telle modification des règles sanitaires met sérieusement en péril le climat entre équipes et familles, c'est irresponsable !

L'UNSA Education proposera deux avis au cours de cette plénière pour demander au ministre de revoir d'urgence ses consignes en redéfinissant de façon plus sécurisante la gestion des cas positifs et en supprimant la consigne du cumul présentiel/distanciel !

Dans une autre mesure, mais impactant aussi les conditions d'exercice des personnels, notre employeur créé les conditions d'un impossible travail des membres du CHSCT ministériel, entravant toute mission, privant toute volonté, d'œuvrer à une meilleure santé et sécurité de la profession. Quelle vision du rôle de cette instance, quelle importance accordée à ce qu'elle a la responsabilité d'accomplir, de garantir de la part d'un employeur qui adresse les documents de travail des points majeurs à l'ordre du jour, pourtant nombreux, la veille des travaux.

Je vous remercie de votre attention.